

## Les trois raisons pour lesquelles la droite n'aidera pas Manuel Valls à étouffer la CGT (même si elle y aurait intérêt à moyen terme)



Alors que la CGT continue d'enfermer le pays dans un blocage qui peut entraîner un beau chaos, que le gouvernement hésite entre la fermeté et le recul, l'opposition de droite est d'une discrétion assourdissante.

Avec Jean-Marc Sylvestre

**La droite ne dit rien, les candidats à la primaire ne disent rien, alors que pourtant, tous les programmes s'appuient sur les réformes à lancer. Souvent des réformes radicales. Pas un mot chez Juppé, Fillon, Le Maire ou NKM...** Tout se passe comme si les leaders de la droite laissaient le système exploser en pensant qu'il sera plus facile de recueillir un pays en miette pour repartir à zéro.

Nicolas Sarkozy a laissé pointer son étonnement d'une telle confusion, histoire de rappeler qu'en 2010, il n'avait pas hésité une seule seconde à envoyer les grues et stopper dès le début les risques de blocage. Mais passons, Nicolas Sarkozy ne s'est toujours pas déclaré candidat à la prochaine présidentielle et n'a pas dévoilé de programme.

Ceci étant, il y a une opposition parlementaire, qui ne s'est manifestée pour l'instant que par son refus de voter la loi Travail tout en souhaitant que la réforme passe, pour plus de flexibilité.

**La droite est d'un cynisme total. En privé, elle aurait souhaité que la gauche réussisse à faire voter une réforme du droit du travail qui de toute façon s'impose, mais en public ou dans l'hémicycle, la droite était contre. Forcément contre. Moins sur le fond que sur la forme.**

Le vrai problème aujourd'hui, c'est qu'on est bien au-delà d'un débat politique qui porterait sur la loi Travail.

Quoi qu'on pense de la loi El Khomri, dont il ne reste pas grand-chose. Quoi qu'on pense de la façon dont cette loi a été expliquée, et écrite... Quoi qu'on pense de Manuel Valls ou de François Hollande, dont il est évident qu'il aura complètement raté son quinquennat... Ce problème strictement politique n'est plus le sujet.

**Le sujet est de savoir si on peut aujourd'hui accepter qu'une organisation syndicale comme la CGT puisse bloquer le pays, assécher les réserves de carburant, couper l'électricité, imposer sa règle à l'ensemble de la presse écrite en arrêtant les imprimeries sous le prétexte que la presse n'obéit pas à ses injonctions éditoriales. Et empêcher par exemple le bon déroulement de l'Euro. A terme, accepter cette lente asphyxie d'un pays qui ne va pourtant pas très bien.**

Est-ce qu'on peut accepter qu'un syndicat comme la CGT se drapait dans une légitimité démocratique auto-déclarée pour imposer sa loi au gouvernement alors qu'elle ne doit représenter que 2,5% des salariés ? Conception inquiétante de la démocratie.

Le strict bon sens nous conduit à refuser tout cela. **La CGT n'est aucunement légitime à accuser le gouvernement d'instaurer une**

---

**dictature, s'il utilise le 49-3 qui est quand même dans la Constitution... La CGT ne peut pas arguer que selon les sondages 70% des Français seraient contre cette loi Travail. Les sondages n'ont jamais eu de dimension constitutionnelle. Sinon, la CGT aurait exigé qu'Emmanuel Macron, qui bénéficie aussi de 70% d'opinions favorables, soit nommé président de la République.**

La Constitution reconnaît et protège le droit d'association et le droit de grève, mais jamais la Constitution n'a prévu le droit de bloquer le pays, et de détruire l'outil de travail pour s'opposer à un projet législatif.

Pour que la CGT en arrive à ces extrémités, il faut que le texte soit quand même très dangereux pour elle.

**Dans l'ADN de la CGT, le texte est effectivement dangereux pour l'avenir de l'organisation CGT. Parce que le texte précipite une évolution qui a déjà valu à la CGT de perdre plusieurs de ses bastions de pouvoir.**

A partir du moment où ce qu'il reste de la loi El Khomri inverse ce qu'on appelle la hiérarchie des normes (article 2), le pouvoir de négociation va progressivement revenir au niveau des entreprises, au plus près du terrain. Les accords nationaux, les conventions collectives, vont perdre de leur importance au profit des accords d'entreprise.

**Cette réforme-là redonne du pouvoir aux salariés de terrain. C'est un argument que le gouvernement n'a pas avancé dans sa pédagogie, ce qui fait que l'opinion s'est braquée et s'est arrêtée aux résistances corporatistes et syndicales.**

Cette évolution-là, qui correspond aux besoins de la vie économique et qui nécessite une adaptation permanente aux changements, prive les grandes syndicales comme la CGT ou FO du pouvoir de faire la loi au niveau de la branche professionnelle.

Et ceux qui récupèrent ce pouvoir sont les syndicats plus présents au niveau de l'entreprise, plus réformistes comme la CFDT qui est en train de devenir le premier syndicat de France devant la CGT.

Cette situation-là justifie un débat, mais ne justifie en aucun cas qu'on s'assoit sur les principes et les valeurs les plus élémentaires de la démocratie. **Normalement, tous ceux qui sont amis de la démocratie, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne peuvent pas accepter le comportement de la CGT.**

Or, la droite ne dit rien. Pourquoi ? La réponse tient en trois points.

**1) La droite ne dit rien parce qu'elle est dans le jeu politique. Elle considère que tout ce qu'il se passe aujourd'hui est de nature à mettre le gouvernement à genoux.** Donc c'est bon pour elle. La droite n'a pas tort. Quand la CGT s'abrite derrière un sondage qui donne 70% des Français opposés à la loi Travail, en réalité cette opposition vise beaucoup plus François Hollande que sa loi. La majorité de ceux qui manifestent n'ont même pas lu le texte du projet. La preuve, c'est que la France profonde a découvert cette semaine que le point de blocage portait sur l'article 2 et rien d'autre.

**2) La droite n'a guère les moyens de donner des leçons de fermeté. Alain Juppé et François Fillon ont vécu des expériences semblables peu glorieuses.** Le blocage actuel appellerait une réforme globale du modèle social et du mode de production des règles sociales. Tout le monde bloque sur la méthode. La tradition régicide du peuple de France a traversé les siècles, du moins nos souverains républicains le croient.

**3) La droite, elle, n'est pas unanime sur une réforme de la hiérarchie des normes.** Comme la gauche qui est divisée entre les frondeurs qui défendent les positions de la CGT et les socialistes libéraux, la droite est très partagée entre des étatistes qui pensent que l'Etat central, souverain, doit établir des normes définies et négociées avec des centrales syndicales nationales et une droite plus libérale, plus décentralisatrice, qui considère au contraire que le pouvoir social doit être décentralisé au niveau des salariés de l'entreprise parce qu'ils sont plus à même de connaître et de répondre aux besoins de celle-ci.